

# PAGE

policy analysis on growth and employment



pep  
partnership for  
economic  
policy



IDRC | CRDI

International Development Research Centre  
Centre de recherches pour le développement international

Canada



UKaid  
from the British people

## **Impact des investissements publics sur l'emploi et la productivité des femmes dans les secteurs agricoles et non agricoles dans un contexte de dépendance économique aux ressources naturelles : Cas de la RDC.**

PROPOSITION DE PROJET REVISEE

Présentée au

**Partenariat pour les politiques économiques (PEP)**

par

**Christian Lukineyo JOSHI**

et

**Robert Luanda BAROKI**

**Anastasie Bulumba MARIAM**

**Aimérance Mapendo MURAIRI**

**Faustin Kambale LUHUNGU**

**Zizina SHABANI ZITA MAUA**

**REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

**09 Août 2019**

Tous les projets soutenus par le PEP comportent trois grandes dimensions : **recherche (qualité scientifique)**, **renforcement des capacités**, et **engagement politique**. Chaque dimension doit être développée avec autant d'attention, car elles seront évaluées individuellement et simultanément afin de déterminer la qualité globale d'une proposition.

Le modèle de proposition du PEP, ci-dessous, est structuré en cinq parties:

1. Résumé et objectifs du projet
2. Renforcement des capacités - composition et expérience de l'équipe
3. Recherche - revue de la littérature, méthode et données
4. Renseignement des politiques - contexte, pertinence, processus et diffusion
5. Autres considérations

## SECTION I - APERÇU ET OBJECTIFS DU PROJET

### 1.1. Résumé (100 à 250 mots)

Énoncer la problématique de recherche principale, et expliquer en quoi la question est pertinente pour les besoins de décisions politiques en lien avec les priorités thématiques du programme PAGE. Conclure par une BRÈVE description de la méthode et des données qui seront utilisées.

L'importance de la contribution des femmes au développement ne fait plus de doute. Des études récentes montrent que l'effet du revenu sur les aspects socioéconomiques du ménage est 20 fois plus élevé s'il est entre les mains d'une femme. Ainsi, l'insertion des femmes sur le marché de l'emploi est l'une des priorités des acteurs de développement tant nationaux qu'internationaux.

La RDC, signataire de bon nombre d'accords sur le genre, a réalisé des progrès sur cette question; mais les femmes restent encore sous représentées sur le marché de l'emploi et occupent les emplois les moins productifs et donc les moins rémunérés. Des facteurs tant politiques qu'économiques limitent les efforts d'équilibrage de genre sur le marché de l'emploi congolais. Parmi ceux-ci figure la fragilité de l'économie congolaise, très dépendante des ressources naturelles minérales, avec un secteur minier qui contribue à environ 20% du PIB et dont les exportations représentent plus de 90% des exportations totales. Ainsi, une chute des cours mondiaux des principaux produits miniers d'exportation suffit pour ralentir la croissance économique, déséquilibrer le marché de l'emploi et ainsi exacerber les inégalités de genre.

La littérature reste toutefois muette sur l'incidence de ces chutes récurrentes sur l'emploi et la productivité des femmes et sur l'efficacité des politiques publiques à mettre en œuvre pour la protection et/ou promotion de leur emploi et productivité. Nous nous servons d'une modélisation en équilibre général calculable pour d'abord détecter les secteurs agricoles et non agricoles, employant majoritairement les femmes, les plus négativement

touchés par la chute des cours mondiaux des minerais ; et ensuite simuler l'effet d'une hausse des investissements publics dans ces secteurs sur l'emploi et la productivité des femmes.

Le choix d'une modélisation en équilibre général calculable est justifié par le fait qu'elle permet d'isoler efficacement les effets séxospécifiques et de prendre ainsi en compte la dimension genre à travers les diverses possibilités de désagrégation de la MCS selon les spécificités de l'étude. Comme le soulignent Were et Kiringai (2003, p.55), « une modélisation en EGC serait l'un des outils performants et, peut-être l'outil supérieur, pour quantifier l'impact des politiques sur le genre et fournirait un cadre complet pour l'analyse des politiques contrefactuelles afin de donner aux décideurs politiques une idée des résultats possibles "avec et sans" des politiques » ; c'est également un outil approprié pour l'analyse de « l'impact des chocs externes ou internes sur différents groupes socio-économiques et/ou le genre. »

## 1.2. Principales questions de recherche (maximum 500 mots)

Expliquez plus en détail l'orientation de votre analyse, en décrivant les questions qui seront examinées, y compris les dimensions de genre.

La question principale à aborder dans cette étude est : « Comment une politique de diversification économique, sous forme d'une hausse des investissements publics dans les secteurs agricoles et non agricoles les plus négativement touchés par la baisse des cours des matières premières minérales, affecterait-elle l'emploi et la productivité de la main d'œuvre féminine en RDC ? »

De manière spécifique, nous répondons aux questions secondaires suivantes :

- Dans quelles mesures l'emploi et la productivité de la main d'œuvre féminine qualifiée et non qualifiée des différents secteurs agricoles et non agricoles sont-ils impactés par la chute récurrente des cours mondiaux des matières premières dont la RDC est plus dépendante (les minerais métalliques) et quels sont les secteurs les plus négativement affectés ?
- Une politique de diversification économique sous forme d'une augmentation des investissements publics dans les secteurs les plus touchés négativement par la chute des cours mondiaux des matières premières minérales contribuerait-elle efficacement à améliorer la productivité, la demande de travail, le taux d'emploi et le taux de salaire des femmes qualifiées et non qualifiées ?

Dans un premier temps, nous simulerons un scénario de l'impact des chutes des prix mondiaux à l'exportation des matières premières minérales (à partir de 2014 jusqu'en 2025) sur la productivité, la demande de travail, le taux d'emploi et le taux de salaire des femmes qualifiées et non qualifiées dans les différents secteurs agricoles et non agricoles. Ensuite, nous simulerons un scénario d'une hausse des investissements publics, dans les secteurs les plus impactés négativement, pour voir si cette hausse contribuerait à l'amélioration de la productivité, la demande de travail, le taux d'emploi et le taux de salaire des femmes qualifiées et non qualifiées.

Pour ce faire, nous allons construire un modèle PEP-1-t de la RDC en nous inspirant de Decaluwé et al. (2013) et en faisant recourt à la matrice de comptabilité sociale (la plus récente) et de l'Enquête 1-2-3 de 2013 de la République Démocratique du Congo. Nous allons adapter la MCS de 2013 (construite par J.B. Nlemfu en 2016) à notre étude en agrégeant certains comptes et en désagrégant d'autres. Nous allons agréger les comptes des secteurs et des produits qui sont respectivement au nombre de 41, afin de faciliter l'analyse et l'interprétation des résultats.

Le facteur travail est désagrégé en travailleurs qualifiés et non qualifiés. Pour prendre en compte la dimension genre, nous allons désagréger les travailleurs qualifiés selon le sexe (Hommes et femmes qualifiés) et les travailleurs non qualifiés selon le sexe (Hommes et femmes non qualifiés). Le compte des ménages est déjà désagrégé en ménages ruraux et urbains. Nous introduisons en outre une équation pour prendre en compte la productivité de la main-d'œuvre féminine par le rapport entre le volume de la production et le volume du facteur travail (selon le sexe, afin de comparer la productivité des femmes à celle des hommes et éventuellement analyser comment elle peut être impactée par un investissement public dans les différents secteurs).

### 1.3. Principales contributions (500 mots max)

Expliquez pourquoi et comment, selon vous, les résultats de cette analyse – y compris les dimensions liées au genre - répondent à des besoins (lacunes) spécifiques en termes de connaissances scientifiques\*, et sur lesquelles peuvent/doivent s'appuyer les processus décisionnels (politiques).

*\* Il ne s'agit pas ici de la revue de littérature, qui doit être détaillée dans la section "Recherche" (section III).*

La valeur ajoutée de cette étude est triple. Cette étude analyse, d'une part, les effets négatifs de la chute des prix des matières premières minérales sur l'emploi et la productivité des femmes dans les secteurs agricoles et non agricoles en République Démocratique du Congo. La prise en compte de la situation des femmes sur le marché de l'emploi constitue une valeur ajoutée car la plupart d'études dans la littérature sur les effets de la fluctuation des prix des matières premières ne prennent pas souvent en compte cet aspect.

La deuxième valeur ajoutée est qu'en analysant, d'autre part, l'impact d'une politique de diversification économique sous forme d'investissements publics sur l'emploi et la productivité des femmes en RDC ; nous testons l'hypothèse avancée par certains organismes multilatéraux (à l'instar de la Banque mondiale en 2016) selon laquelle une augmentation des investissements publics dans des secteurs prioritaires est une forme de politique de diversification économique qui réduirait la vulnérabilité économique des pays dépendants des matières premières en Afrique subsaharienne. Cette hypothèse figure dans un rapport de 2016 de la Banque mondiale mais on ne recense encore aucune étude réalisée en Afrique subsaharienne dans ce sens et avec un accent particulier sur la protection et la promotion de l'emploi et la productivité des femmes face à la vulnérabilité économique des secteurs agricoles et non agricoles pourvoyeurs de main d'œuvre féminine, dans un contexte de dépendance aux matières premières. Cela est d'autant plus important, surtout que d'après Holmes et al. (2009), les chocs liés aux fluctuations des prix des matières premières tendent à augmenter la vulnérabilité des femmes.

Selon un rapport de l'OCDE (2007), il peut arriver qu'une politique visant à accroître l'emploi augmente le nombre des travailleurs mais diminue la productivité du travail. Dans l'esprit de cette réflexion, la troisième valeur ajoutée est que les résultats de cette étude nous permettront de vérifier empiriquement si une politique de diversification économique sous forme d'investissements publics a des impacts positifs à la fois sur l'emploi et la productivité des femmes en RDC.

## SECTION II - RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

## 2.1. Composition et expérience de l'équipe

Pour chaque membre de l'équipe, veuillez indiquer (à l'aide des tableaux suivants - un par membre):

1. **Âge, sexe et formation, expérience et / ou expertise pertinentes** (commencez par le chef d'équipe).

Notez que :

- Les équipes doivent être composées à la fois de **chercheurs** et d'employés d'institutions **gouvernementales, incluant** :
  - **Quatre (4) chercheurs** – dont un chercheur principal (chef d'équipe), devant présenter une expérience relativement plus avancée (niveau doctoral), et au moins deux « juniors » (âgés de 30 ans ou moins). Tous les chercheurs doivent, au minimum, avoir obtenu (ou être en voie d'obtenir) un diplôme de maîtrise/Master.
  - **Deux (2) employés de l'institution gouvernementale** identifiée (section IV) comme celle qui est principalement en charge des politiques ou programmes que l'analyse vise à informer. Ces membres doivent d'ailleurs démontrer leur bonne compréhension des priorités gouvernementales et processus décisionnels en lien avec ces politiques, mais ne sont pas requis d'avoir une formation/expérience de la recherche scientifique.

Les équipes de projets doivent également être :

- Mixtes (hommes-femmes), dont au moins la moitié des membres sont des femmes, incluant le chercheur principal - PEP encourage d'ailleurs particulièrement les équipes dont ce dernier est une femme.
- Composées exclusivement de ressortissants de pays africains (et qui devront résider en Afrique pour la durée du projet). PEP encourage particulièrement les équipes de pays à faible revenus, en situation fragile et/ou de conflit (voir liste).

Chaque membre doit publier une version « à jour » de son CV dans son profil sur le site Web du PEP – consulter les critères d'éligibilité sur la [page Web](#) de l'appel à propositions, notamment pour le cas des chercheurs déjà financés par PEP.

### 2. Renforcement des capacités :

Décrivez la nature des compétences que chaque membre sera appelé à renforcer/acquérir par le biais de sa participation à ce projet – soit en termes de nouvelles techniques, pratiques, littérature, théories, outils, etc. Préciser aussi comment ces nouvelles compétences contribueront à son avancement professionnel.

3. **Tâches et contributions au projet** : indiquez les tâches spécifiques que chaque membre de l'équipe sera appelé à effectuer/contribuer dans l'exécution du projet.

Il convient de noter que, dans le cadre de cette initiative, bien que l'ensemble du projet doit être axé sur le rapport entre connaissances scientifiques et décision politique, les équipes devront produire deux documents distincts : un rapport de recherche, et une note de politique.

Aussi, bien que chacun des documents sera le produit d'un effort collectif et coordonné, le PEP dispensera des formations et un appui plus spécifiques aux :

- Aux chercheurs de l'équipe pour le développement d'un rapport de recherche (i.e. qui rend compte du processus et des résultats des applications méthodologiques) de haute qualité scientifique.
- Aux employés de gouvernements pour le développement d'une note de politique (i.e. qui positionne les résultats dans le contexte des stratégies et politiques nationales de développement) qui soit utile à la décision.

### Chef d'équipe

Nom	Age	Sexe (M/F)	Diplôme
Christian Lukineyo JOSHI	28	M	Doctorant
<b>Formation et expérience</b>	Doctorant en Sciences économiques ; Participation à la formation du PEP, en collaboration avec l'Université de Laval, en Modélisation en équilibre général calculable en 2017 ; Ancien membre de l'équipe MPIA-19999		
<b>Renforcement des capacités attendu</b>	En tant que jeune chercheur, ma participation à ce projet suscite un double intérêt pouvant être appréhendé sur le plan de la recherche et sur le plan méthodologique. Sur le plan de la recherche, ce projet me permettra de participer activement à l'étude proprement-dite et d'acquérir plus d'expérience dans le cadre de la coordination d'une équipe de recherche. Sur le plan méthodologique, ce projet me permettra d'approfondir d'une part mes connaissances en MEGC dynamique ; et d'approfondir, d'autre part, l'une de mes thématiques de recherche : Marché de l'emploi, genre et politiques économiques.		
<b>Contribution(s) au projet</b>	Recherche documentaire ; Rédaction ; Adaptation de la MCS à l'étude ; Modélisation ; Analyse des canaux de transmission et interprétation des résultats ; Présentation des résultats		

### Chercheur n ° 2

Nom	Age	Sexe (M/F)	Diplôme
Robert Luanda BAROKI	27	M	Master in Art of Economics
<b>Formation et expérience</b>	<p>-Etudes universitaires en économie appliquée (Art of Economics);</p> <p>-Formation en méthodologie, rédaction et présentation des projets de recherches par le CREA en Avril-Mai 2017; -</p> <p>-Expérience en rédaction et supervision des travaux de recherche, modélisation économétrique et analyse de données quantitatives et qualitatives acquis grâce à ma position d'enseignant-chercheur de l'<b>Université Catholique la Sapientia</b> de Goma et de chercheur au <b>Bureau de Recherche, d'Encadrement et d'Action pour le Développement/BREAD</b> Goma.</p>		

<b>Renforcement des capacités attendu</b>	<p>-J'espère acquérir des connaissances pratiques en modélisation en équilibre général calculable;</p> <p>-Approfondir mes compétences en analyse macroéconomique;</p> <p>Cela me permettra de diversifier ma boîte à outil en recherche économique et d'être d'avantage prolifique en recherche scientifique en termes de publication dans des angles divers de l'analyse économique. Je pourrais aussi contribuer davantage aux discussions un peu plus poussées et sur des thèmes un plus diversifiées tant avec les étudiants qu'avec d'autres chercheurs.</p>
<b>Contribution(s) au projet</b>	<p>-J'apporte au projet mon expérience en rédaction et analyse économique surtout en ce qui concerne l'analyse des mécanismes de transmission qu'impliquera le travail ainsi que le respect des normes liées au plagiatisme;</p> <p>- En plus, mon bilinguisme permettra à l'équipe d'accéder à diverses sources de littérature;</p>

### Chercheur n ° 3

Nom	Age	Sexe (M/F)	Diplôme
Anastasia BULUMBA MARIAM	26	F	Bac + 5
<b>Formation et expérience</b>	<p>-Niveau Bac + 5 Sciences économiques et de gestion.</p> <p>-Niveau Bac + 3 en Sciences économiques et de gestion</p> <p>-Expérience en recherche en économie avec deux papiers en cours de publication par l'African Economic Research Consortium</p>		
<b>Renforcement des capacités attendu</b>	<p>Ce projet me permettra de renforcer mes capacité en modélisation et surtout d'approfondir mon expérience en modèle d'équilibre général calculable tout en élargissant mes connaissances sur la thématique de recherche avec comme point central le genre.</p>		
<b>Contribution(s) au projet</b>	<p>J'apporte mon expérience en tant que chercheur économiste principalement aux phases de conception, rédaction et présentation et éventuellement en analyse de données aussitôt renforcé en capacité sur le MEGC.</p>		

### Chercheur n ° 4

Nom	Age	Sexe (M/F)	Diplôme
Aimérance Mapendo MURAIRI	24	F	Bac + 5
<b>Formation et expérience</b>	<p>-Etude universitaires en sciences économiques et de gestion;</p> <p>-Formation en traitement des textes et analyse des données;</p> <p>-Expérience en analyse macroéconomique acquise lors</p>		

	de mon passage à la <b>Banque centrale du Congo</b> .
<b>Renforcement des capacités attendu</b>	-Ce projet me permettra de faire un pas considérable en recherche économique où mon expérience est encore maigre pourtant une carrière de mon choix; -Par ce projet je compte suffisamment approfondir mes notions théoriques et pratiques en modèle d'équilibre général calculable.
<b>Contribution(s) au projet</b>	-J'apporte au projet ma maîtrise de l'environnement macroéconomique du pays pour être passée par la banque centrale du Congo, jadis jouant le rôle d'institut des statistiques du gouvernement, et ainsi avoir consulté bon nombre des documents sur la situation économique du pays. -En plus, mon expérience en rédaction des travaux scientifiques me permettra de contribuer à l'amélioration de la qualité de nos rapports de recherches aux différentes phases du projet.

### Employé du gouvernement / fonctionnaire n ° 1

Nom	Age	Sexe (M/F)	Diplôme
<b>Faustin KAMBALE LUHUNGU</b>	<b>32</b>	<b>M</b>	<b>Master en développement international</b>
<b>Formation et expérience</b>	<p>-Master en Développement international (Seoul National University, Corée du Sud);</p> <p>-Licence en Sciences commerciales et financières (ISC Goma)</p> <p>-Expérience en tant que ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Chef de Bureau Planification en L&amp;M termes à la Direction des Etudes Macroéconomiques (<b>Min Plan-Secrétariat General</b> de Kinshasa) : Position actuelle</li> <li>- 2014-2015 : Chef de Projet Reprise Communautaire en charge de Marketing Social à <b>Solidarité International-Goma</b>;</li> <li>- 2010-2014 : Responsable Commercial à <b>Fast Forward International</b> – Goma</li> </ul>		
<b>Renforcement des capacités attendu</b>	Grâce à ce projet, j'attends renforcer mes capacités en rédaction des notes de politique, en analyse macroéconomique et en modélisation en équilibre générale calculable.		
<b>Contribution(s) au projet</b>	<p>La contribution se fera de plusieurs manières. Mais d'emblée on pourra :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Jouer d'intermédiaire entre le projet et les institutions publiques;</li> <li>- Apporter nos idées et contributions à la conception, la planification et l'exécution des activités du projet ;</li> </ul>		



## Employé du gouvernement / fonctionnaire n ° 2

Nom	Age	Sexe (M/F)	Diplôme
Zizina Shabani Zita MAUA	32	F	Bac+ 5 en Sciences Economiques et de Gestion (bac+5)
<b>Formation et expérience</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Diplôme Bac + 5 en Sciences Economiques et de Gestion, Option Gestion Financière (Université de Kindu);</li> <li>-Expérience actuelle en tant que Chargée des projets de développement (Investissement) dans la Direction des Secteurs Sociaux au Secrétariat Général du Ministère du Plan à Kinshasa ;</li> <li>- Diverses formations dans le domaine bancaire (TMB et Ecobank) ;</li> <li>- 2014-2015 : Chargée de la Clientèle à l'Ecobank-Kindu ;</li> <li>- 2010-2014 : Responsable Commerciale et Clientèle à la Trust Merchant Bank (TMB) – Kindu.</li> </ul>		
<b>Renforcement des capacités attendu</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ce projet me permettra d'acquérir des nouvelles connaissances en politiques économiques ;</li> <li>- J'attends acquérir, de ce projet, des compétences en modélisation en équilibre générale calculable, mais également approfondir mes connaissances sur l'analyse macroéconomique et le genre.</li> </ul>		
<b>Contribution(s) au projet</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'une de mes contributions pourra être de jouer d'intermédiaire entre le projet et les institutions publiques et de faire en sorte que les analyses restent pertinentes aux politiques économiques en RDC partant des plans économiques du pays;</li> <li>- Apporter mes connaissances et contribuer à la planification et la bonne exécution des activités du dit projet.</li> </ul>		

## 2.2. Liste des projets connexes – Non financés par le PEP

Faire la liste des projets connexes (thématique, méthode, etc.), passés ou en cours, auxquels les membres ont contribué, et qui ne sont (n'étaient) pas financés par le PEP.

Indiquez l'institution de financement, le titre du projet et les publications associées, ainsi que les membres de l'équipe impliqués.

Institution (bailleurs)	Titre du projet et publications associées (avec hyperlien si disponible)	Membre(s) de l'équipe impliqué(s)
African Research Consortium	Titre : "Mother Human Capital and Child malaria in using DHS data on DRC."	Robert Luanda BAROKI
African Research Consortium	Titre : « Health Capital and Farm technical efficiency : A stochastic production frontier approach.»	Anastasie Bulumba Mariam

## 2.3. Liste des projets PEP

Faire la liste des projets PEP, passés ou en cours, auxquels les membres ont contribué.

Indiquez les code et titre du projet, s'il y a eu des publications externes (non-PEP), ainsi que les membres de l'équipe impliqués.

Code du projet PEP Ex : PMMA-12345	Titre du projet et publications externes (non-PEP) associées (avec hyperlien si disponible)	Membre(s) de l'équipe impliqué(s)
MPIA-19999	Titre : « Le rôle des investissements publics sur l'emploi des femmes sénégalaises dans un contexte de libéralisation commerciale. »	Christian Lukineyo JOSHI
	Publication (référence): PEP Working Paper	

## SECTION III - RECHERCHE, MÉTHODE ET DONNÉES

*Cette section doit être complétée par le chef d'équipe et / ou les membres chercheurs*

### 3.1. Revue de la littérature (1000 à 1500 mots)

Expliquez les lacunes spécifiques dans la littérature existante que votre recherche vise à combler. Expliquez si la problématique a été préalablement abordée dans ce contexte (préciser les références clés) et, si tel est le cas, ce que vous avez l'intention de contribuer/réaliser avec votre projet d'analyse.

Veillez également à inclure une documentation qui fournit les fondements conceptuels de l'analyse de genre qui sera réalisée.

Dans la littérature, il y a une rareté d'études portant à la fois sur l'impact de la chute des cours mondiaux des matières premières sur l'emploi et la productivité des femmes et sur l'impact des politiques publiques ou de diversification économique sous forme d'investissements publics sur l'amélioration de l'emploi et de la productivité des femmes, particulièrement pour le contexte de la RDC.

On retrouve plutôt, de manière générale, deux catégories d'études distinctes dans la littérature. La première catégorie d'études analyse l'impact de la fluctuation des cours mondiaux des matières premières sur une économie (en termes de croissance, de bien-être, d'emploi, de productivité, etc.) ; l'impact étant positif ou négatif selon qu'un pays est exportateur net ou importateur net. Dans cette catégorie figurent les études de Cantore et al. (2012), Lemelin et Robichaud (2016), Lkhagva et al (2019), UNCTAD (2017), Sanchez (2011), etc. Cependant, de manière générale, ces études ne mettent pas d'accent particulier sur les aspects relatifs au genre sur le marché de l'emploi.

Cantore et al. (2012) se servent d'un modèle en équilibre général calculable GTAP pour analyser l'impact des fluctuations du prix mondial du pétrole sur les pays en développement en prenant l'exemple du Nigéria, du Malawi et du Ghana. Ils trouvent dans l'ensemble des effets négatifs sur la croissance et le bien-être tout en soulignant un impact négatif sur l'emploi, l'agriculture et les transports. Dans leur conclusion, ils reviennent sur la nécessité pour les pays en développement de mettre en place sur le long terme des politiques leur permettant de réduire leur vulnérabilité et dépendance aux matières premières, parmi lesquelles figure la diversification économique.

Lemelin et Robichaud (2016) analysent l'impact de la chute des prix mondiaux, à l'exportation et à l'importation, des hydrocarbures, des métaux et des minéraux sur l'économie du Québec en se servant d'une extension du MEGC (MEGC multirégional) adaptée aux différentes régions du Québec et construit à partir du modèle PEP 1-t développé par Decaluwé et al. (2013). Les résultats révèlent un impact positif de la chute des cours mondiaux des hydrocarbures et un impact négatif de la chute des cours mondiaux des

métaux et des minerais sur l'économie du Québec. Dans leur étude, les auteurs analysent les effets de ces chocs sur l'emploi, effets qui sont positifs ou négatifs selon le type de choc et les régions, sans toutefois mettre un accent particulier sur la dimension genre.

A l'aide d'une modélisation en équilibre général calculable, Sanchez (2011) trouve des effets négatifs de la hausse du prix mondial du pétrole sur la croissance économique, le bien-être, l'emploi, ... dans les pays importateurs du pétrole comme le Bangladesh, le Salvador, le Kenya, le Nicaragua, la Tanzanie et la Thaïlande. Par contre, Chant et al. (2004) trouvent des effets positifs en Ouganda (un pays exportateur) de la hausse importante du prix mondial du café intervenu vers les années 1994-95.

En se servant toujours d'une modélisation en équilibre général calculable, les résultats des études de Nssah et al (2008) ainsi que celle de de Chitiga et al. (2012) appliquée à l'Afrique du Sud (pour le pétrole), de Bellù et Pansini (2009) appliquée au Burkina Faso (pour le pétrole, les produits alimentaires et les engrais) et de Dorosh et al. (2003) appliquée à l'Ouganda (pour le café), révèlent des impacts socio-économiques négatifs des fluctuations des cours mondiaux de ces matières premières dans les différents pays africains. Aussi, Lkhagva et al. (2019) se sont penchés sur les effets du boom du secteur minier sur l'économie de la Mongolie. Parmi les scénarii simulés figure une chute de 10% des cours des produits miniers sur le marché mondial. L'effet de ce choc est une baisse de l'emploi, du taux de salaire, de la production et de la consommation. Dans son rapport annuel sur les matières premières et le développement, l'UNCTAD (2017) corrobore ces résultats en illustrant la fragilité des économies africaines face à la chute des prix mondiaux des matières premières en donnant l'exemple des effets négatifs de la chute du prix du coton sur le Burkina Faso, du cacao sur le Ghana, du sorgho sur le Mali, du diamant sur le Botswana et la Sierra Léone, du pétrole sur le Nigéria et du cuivre sur la Zambie. A l'instar de la CNUCED, les publications d'autres organismes multilatéraux tels que la Banque mondiale (2015), la Banque de règlements internationaux (2016),... soulignent les effets macroéconomiques négatifs de la chute des prix des matières premières sur les pays africains. Les effets négatifs s'avèrent plus considérables pour les groupes les plus pauvres et les moins qualifiés de la main d'œuvre dans certains contextes (Nssah et al. 2008). Les femmes faisant partie de cette dernière catégorie dans les pays en développement et particulièrement en RDC, ceci conforte l'hypothèse de leur vulnérabilité face à des fluctuations des cours des matières premières sur le marché mondial.

La deuxième catégorie d'études analyse l'impact des investissements publics ciblés dans certains secteurs sur la croissance et le bien être de manière générale ou encore sur l'emploi, la productivité ou d'autres variables économiques en particulier. On retrouve dans cette catégorie plusieurs études portant sur le marché de l'emploi et la productivité et ayant pris en compte la dimension de genre mais la plupart de ces études sont réalisées dans un contexte différent du contexte de dépendance aux matières premières (libéralisation commerciale, etc.).

En outre, des études récentes montrent, à l'aide toujours d'une modélisation en EGC, que le niveau d'emploi et des revenus dans les pays africains peut être amélioré à travers une hausse des investissements publics dans certains secteurs ciblés ; par exemple dans les infrastructures publiques dans le cas de l'Afrique du Sud (Maisonnave et al. 2013 ; Mbanda et al. 2018) et de la Tunisie (Bayoud 2012) ou dans l'agriculture via les systèmes d'irrigation et la formation dans le cas de l'Ethiopie (Mitik et al. 2012) ou encore dans l'agriculture via les infrastructures routières de desserte agricole et les systèmes d'irrigation dans le cas du Tchad (Lévi 2006). Le PNUD (2017) encourage les états de l'Afrique subsaharienne à augmenter les investissements publics dans les secteurs agricoles, employant la grande partie de la main-d'œuvre et féminine en particulier, afin d'accroître la performance de ces secteurs. Dans leur étude sur l'impact de la dépendance aux matières premières dans les pays les moins avancés, Von Amin et al. (2015) simulent en premier lieu un scénario d'une hausse de la demande d'investissement dans les secteurs modernes et trouvent des effets positifs de manière générale sur l'économie du Burkina Faso, de l'Ethiopie et de la Mozambique.

Cependant, on retrouve également dans la littérature des études (Conte et al. 2018, Strzepek et al. (2016) et Deloitte (2014), etc.) qui analysent, quoiqu'indirectement, l'impact positif des

investissements sur la productivité du travail de manière générale. En analysant l'impact macroéconomique des investissements de la Banque Européenne d'Investissement sur l'économie de l'Union Européenne à partir d'un MEGC adapté à cette fin ; Conte et al. soulignent que ces investissements affectent différemment les variables macroéconomiques à travers des effets directs, indirects ou induits. En ce qui concerne la productivité du travail, ils trouvent que les investissements dans le secteur de recherche et développement ou sous forme de soutien au capital humain dans le secteur de l'éducation ont un impact positif sur la productivité du travail. Strzepek et al. (2016) se servent également d'une modélisation en équilibre général calculable pour évaluer l'impact des investissements publics orientés vers le développement des ressources en eau et de la gestion de l'environnement sur l'économie ougandaise. Parmi les effets positifs trouvés, ils constatent un impact positif sur l'emploi et une amélioration de la productivité du travail. Cependant, Strzepek et al. (2016) soulignent dans leur étude que les effets sur la productivité des facteurs de production (productivité du travail, du capital et de la terre) ne sont pas captés de manière directe mais plutôt de manière indirecte dans un MEGC. En analysant l'impact économique des investissements dans les infrastructures (transport, etc.) dans une étude commanditée par l'Etat australien de la Nouvelle-Galles du Sud, Deloitte (2014) trouve également à l'aide d'un MEGC des effets positifs sur l'emploi et sur la productivité du travail.

Par ailleurs, un certain nombre d'études dans la littérature sur les politiques publiques à mettre en œuvre pour faire face à la dépendance aux matières premières nous renseignent sur l'efficacité des politiques de diversification économique sous forme d'investissements publics dans les secteurs des services, du tourisme, de l'hôtellerie et de la construction dans le cas des monarchies du golfe (ADEC-NS 2015) ; dans le secteur tertiaire dans le cas du Singapour et de l'île Maurice (IEDOM 2009 ; Jauze 2012) ; et dans le secteur de la recherche-développement et de l'enseignement supérieur dans le cas de la Corée du Sud (Barjot 2011). Cependant, bien que riches en enseignement, la plupart de ces études ne sont pas particulièrement appliquées au marché du travail, ne prennent pas en compte la dimension genre et sont appliquées aux pays asiatiques (à l'exception de l'île Maurice) dont la structure économique serait plus au moins différente de celle des pays de l'Afrique subsaharienne.

Au vu de l'importance de la contribution des femmes au développement qui ne fait l'objet d'aucun doute et au vu du contexte d'inégalités de genre et de fragilité économique des pays de l'Afrique subsaharienne, très dépendants des matières premières ; la valeur ajoutée de cette étude est, d'une part, la prise en compte de la dimension genre dans l'analyse de l'impact de la chute des cours mondiaux des matières premières minérales sur l'économie congolaise et sur le marché de l'emploi en particulier ; et d'autre part, l'analyse de la contribution d'une politique de diversification économique sous forme d'une hausse des investissements publics sur l'amélioration de l'emploi et de la productivité des femmes en République Démocratique du Congo.

Cela est d'autant plus important dans le contexte socio-économique de la RDC, un pays caractérisé, d'une part, par des inégalités de genre sur le marché du travail<sup>1</sup>, et d'autre

---

<sup>1</sup> En se référant aux données relatives aux indicateurs clés du marché du travail, tels que définis par le BIT, le taux de participation à la main d'œuvre ou le taux d'activité des personnes âgées de 15 ans et plus est de 67,5% en RDC, avec un taux d'activité de 71,5% chez les hommes contre 63,7% chez les femmes. L'indicateur du taux d'emploi est d'environ 61% en RDC, avec un taux d'emploi des femmes inférieur à celui des hommes. Les femmes employées représentent 58,9% des femmes actives âgées de 15 ans à 64 ans et les hommes employés représentent 63,4% des hommes actives âgées de 15 ans à 64 ans. L'indicateur de l'emploi par secteur qui répartit l'emploi en trois grands groupes d'activité économique révèle que le taux d'emploi est de 70,73% dans le secteur Agriculture, de 9,3% dans le secteur Industries et de 17,3% dans le secteur des services. La main-d'œuvre congolaise est concentrée dans le secteur Agriculture. La majeure partie des femmes est employée dans le secteur Agriculture qui occupe 78% du total des femmes employées, tandis que le secteur des services occupe 17,3% et le secteur Industries n'occupe que 3,7%. La majeure partie des hommes est également employée dans le secteur Agriculture qui occupe 62% du total des hommes employés, tandis que le secteur des services occupe 22,3% et le secteur Industries n'occupe que 14,64%. L'indicateur relatif aux salaires révèle un écart salarial significatif entre les hommes et les femmes en RDC, un écart plus accentué en milieu urbain (Kinshasa et autres milieux urbains) où les salaires mensuels moyens des hommes équivalent au

part, par une forte dépendance économique aux matières premières minérales métalliques (cuivre, cobalt, or, diamant, plomb, zinc, cassitérite, coltan et wolframite) qui constituent plus de nonante pourcents (90%) de ses exportations totales et l'une de principales sources des revenus de l'Etat (Les recettes issues du secteur minier contribuent à environ 25% aux recettes courantes). En outre, le secteur extractif est le premier secteur contribuant le plus au PIB, avec une contribution au PIB d'environ 20% en moyenne sur la période 2013 à 2015. La contribution du secteur minier au PIB est relativement supérieure à la contribution de tous les composants du secteur secondaire réunis (BCC 2017 ; ITIE-RDC 2017, 2018). Bien que le secteur minier ne fournit qu'environ 11% d'emplois et qu'il ne soit pas un secteur pourvoyeur de main d'œuvre féminine ; le secteur minier a cependant une importance économique très significative en RDC à travers son importante contribution dans les exportations, dans les recettes fiscales et les revenus de l'Etat, et dans le PIB. Les recettes issues du secteur minier, environ 25% des recettes courantes (ITIE 2017, p.13, 65 ; BCC 2017), sont d'une importance capitale dans la définition et la réalisation de la politique économique de la RDC. Ainsi, une chute des cours mondiaux des matières premières minérales est toujours accompagnée, d'une part, d'une baisse des recettes publiques limitant la réalisation de la politique de l'Etat dans les différents secteurs de l'économie congolaise ; et d'autre part, d'impacts socio-économiques négatifs sur l'économie en général et sur l'emploi en particulier. Ces impacts varient en fonction de l'ampleur de la chute des prix mondiaux et peuvent affecter l'économie congolaise suivant différents canaux de transmission (détérioration de la croissance, baisse des recettes gouvernementales, détérioration des termes de l'échange, etc.).

### **3.2. Méthodologie (1200 à 1600 mots)**

Présentez les techniques spécifiques qui seront utilisées pour traiter les problématiques de recherche, et expliquez comment elles seront utilisées.

- Indiquez si vous utiliserez une technique normalement utilisée dans d'autres contextes ou si vous avez l'intention d'étendre l'application d'une méthode particulière et comment vous comptez vous y prendre.
- Indiquez si ces méthodes ont déjà été utilisées dans le contexte qui vous intéresse (y compris les références clés).
- Expliquez comment ces méthodes s'intègrent aux aspects liés au genre et / ou dans quelle mesure elles sont appropriées pour les aborder dans votre recherche.

#### **Pour les propositions impliquant une analyse microéconomique (PMMA) :**

On s'attend généralement à ce que la méthodologie proposée vise à établir, empiriquement, une relation de cause à effet. Dans ce cas, vous devriez expliquer les sources potentielles d'endogénéité, dans le contexte de votre recherche, et expliquer comment la ou les techniques proposées permettraient d'identifier les paramètres pertinents. Nous vous encourageons aussi vivement à discuter des mécanismes d'impact potentiels ; c'est-à-dire du ou des canaux par lesquels le « traitement » a un impact sur vos résultats. Veillez également présenter clairement le « traitement » en question, ainsi que l'échantillon utilisé dans l'analyse et les résultats mesurés.

---

double de ceux des femmes. Le salaire mensuel moyen est de 112 264 FC à Kinshasa (avec 140 937 FC pour les hommes contre 75 506 FC pour les femmes), de 72 973 FC dans les autres milieux urbains (avec 95 206 FC pour les hommes contre 45 702 FC pour les femmes) et de 31 133 FC en milieu rural (avec 39 371 FC pour les hommes contre 20 000 FC pour les femmes). De manière générale, les femmes sont assez moins rémunérées que les hommes en RDC ; par contre, les salaires en milieu rural sont très moins élevés que les salaires en milieu urbain, où les salaires sont relativement élevés surtout à Kinshasa.

L'objectif de cette étude est d'analyser comment une politique de diversification économique, sous forme d'une hausse des investissements publics dans les secteurs agricoles et non agricoles les plus négativement touchés par la baisse des cours des matières premières minérales, affecterait l'emploi et la productivité de la main d'œuvre féminine en RDC.

Pour ce faire, nous comptons nous servir d'une modélisation en équilibre général calculable du fait qu'elle permet de mieux comprendre et analyser l'impact respectif d'un choc ainsi que d'une politique d'accompagnement sur une économie, aussi bien d'un point de vue macroéconomique que microéconomique. Une modélisation en EGC est plus adaptée à notre étude en ce qui concerne ses deux volets : d'une part, analyser l'impact d'une baisse des prix mondiaux à l'exportation des matières premières minérales sur l'emploi et la productivité des femmes dans les différents secteurs agricoles et non agricoles de l'économie congolaise ; et d'autre part, analyser l'impact d'une politique d'accompagnement, en l'occurrence une hausse des investissements publics, sur l'emploi et la productivité des femmes dans les secteurs les plus négativement touchés. En outre, la chute des cours mondiaux des principaux produits d'exportation peut affecter une économie à travers plusieurs canaux de transmission, par exemple, à travers la détérioration de la croissance, la baisse des recettes gouvernementales, la détérioration des termes de l'échange, etc. Une modélisation en équilibre général calculable offre la possibilité d'analyser ces différents canaux de transmission et d'en ressortir ceux dont l'impact est plus significatif.

Par ailleurs, notre étude se focalise sur l'emploi des femmes, or la main-d'œuvre féminine est inégalement répartie dans différents secteurs agricoles et non agricoles de l'économie congolaise. Quoiqu'on retrouve plus de main-d'œuvre féminine dans les secteurs agricoles, on retrouve également une part non négligeable de la main-d'œuvre féminine dans certains secteurs non agricoles, par exemple les secteurs des services (commerce, etc.). Ainsi, une modélisation en EGC demeure appropriée dans la mesure où elle permet une bonne analyse sectorielle du marché de travail et à travers un large éventail des variables (Demande de travail, taux de salaire, taux d'emploi, taux de chômage, etc.) pouvant être analysés aussi bien au niveau global de l'économie qu'au niveau sectoriel ; tout en nous offrant la possibilité d'isoler les effets séxospécifiques et de prendre ainsi en compte la dimension genre à travers la désagrégation du facteur travail dans la MCS selon le sexe (travailleurs masculins et travailleurs féminins).

De manière assez précise, nous construirons un modèle PEP-1-t de la RDC, en nous inspirant de Decaluwé et al. (2013), qui est un MEGC dynamique décrivant une petite économie ouverte pour laquelle les cours mondiaux à l'exportation et à l'importation sont exogènes ; Ce qui correspond aux caractéristiques de la RDC qui est « une petite économie ouverte au monde. Son évolution économique est largement tributaire des comportements de ses exportations et de leurs cours sur les marchés mondiaux » (Ministère du Plan 2016, p.31). Le taux de change est supposé être fixe. L'équilibre entre l'Offre et la Demande est atteint sur chaque marché à travers les variations des prix relatifs.

Les facteurs de production sont le travail et le capital ; la main-d'œuvre est subdivisée en quatre types de travailleurs (selon la qualification et le sexe) : hommes qualifiés, hommes non qualifiés, femmes qualifiées et femmes non qualifiées. Le travail est mobile d'un secteur à un autre, alors que le capital reste fixe. Le modèle comprendra 29 secteurs et 29 produits. La production est une fonction Leontief entre la valeur ajoutée et la consommation intermédiaire. La consommation intermédiaire est également une fonction Leontief entre les demandes intermédiaires. Nous posons qu'il y a de substitution entre les facteurs de production. La demande de travail composite est une fonction CES entre la main d'œuvre qualifiée et non qualifiée.

Les agents économiques sont les ménages, les entreprises, le gouvernement et le reste du monde. Le compte des ménages sera désagréger selon le milieu de résidence en trois

composantes (ménages ruraux, ménages urbains Kinshasa et autres ménages urbains). Les ménages tirent principalement leurs revenus de la rémunération des facteurs de production et des transferts et utilisent ces revenus pour l'achat des biens et services produits localement ou importés ; le reste des revenus constitue l'épargne, après déduction des taxes directes. Les entreprises tirent principalement leurs revenus de la rémunération du capital et des transferts. L'épargne des entreprises est obtenue après déduction des différentes dépenses, des taxes et des transferts de la part des entreprises. Le reste du monde tire ses revenus des paiements des importations, des revenus du facteur travail et des transferts. Le gouvernement tire principalement ses revenus de différentes taxes et transferts. Six catégories de taxes seront prises en compte dans le modèle : la TVA déductible, les impôts et droits sur les importations, les impôts sur la production nets de subventions, les impôts sur les revenus des ménages et des entreprises, les autres taxes sur les produits et, enfin, les impôts sur les exportations. Les taxes sur les exportations minières ont une part très importante dans les taxes sur les exportations, qui contribuent de manière significative aux revenus du gouvernement.

La demande totale est composée de la consommation des ménages, la consommation de l'administration publique, de la demande d'investissement, de la demande intermédiaire et des marges. L'investissement est exogène. Le compte d'accumulation est composé de la variation des stocks et de la formation brute de capital fixe (comprenant les investissements publics et les investissements privés)

L'application et l'adaptation du modèle PEP-1-t à la RDC, afin d'apporter des réponses aux questions de notre étude, implique la mise en œuvre de deux scénarii suivants :

#### **1° Baisse des prix mondiaux à l'exportation des matières premières minérales :**

Dans un premier temps, nous simulerons un scénario de l'impact des chutes (à partir de 2014 jusqu'en 2030) des prix mondiaux à l'exportation des matières premières sur la productivité, la demande de travail, le taux d'emploi et le taux de salaire des femmes qualifiées et non qualifiées dans les différents secteurs agricoles et non agricoles.

Une analyse de la MCS montre qu'il existe deux catégories des produits miniers exportés par la RDC. La première catégorie comprend les minéraux métalliques, provenant du secteur Extraction minière, et constituent les produits d'extraction. Les exportations des minéraux métalliques constituent 93,7% des exportations totales et constituent l'une de principales sources des revenus de l'Etat. La deuxième catégorie comprend les minéraux non métalliques qui proviennent du secteur Fabrication des produits minéraux non métalliques et constituent les Autres produits minéraux non métalliques. Les exportations des Autres produits minéraux non métalliques constituent moins de 1% des exportations totales.

Il apparaît clairement que la RDC est dépendant des produits miniers métalliques (constituant 93,7% des exportations totales). A cet égard, le scénario de la baisse des prix mondiaux des matières premières minérales ne va porter que sur les produits miniers métalliques, dont la RDC est dépendante.

Pour simuler le choc de la baisse des cours mondiaux des matières premières minérales métalliques, nous nous servirons d'un indice des prix (comme dans Lemelin et Robichaud 2016) des matières premières minérales métalliques dont la RDC est dépendante (cuivre, cobalt, or fin, diamant, Plomb, zinc, cassitérite, coltan et wolframite). Cet indice est calculé chaque année par la Banque Centrale du Congo sur base des variations annuelles des cours mondiaux des différents minéraux et sur base de la pondération de chaque matière première minérale dans les exportations minières totales (BCC 2016, 2017). Etant donné que la MCS se rapporte à l'année 2013, nous allons retenir l'année 2013 comme année de base ou de référence. De manière générale, on peut apercevoir dans les rapports annuels 2017 et 2018 de la Banque centrale du Congo que cet indice enregistre une baisse depuis l'année 2013 (l'année de référence retenue). Le choc s'appliquera sur la variation (baisse) de cet indice pour l'année 2014, pour l'année 2015, pour l'année 2016, pour l'année 2017 et pour l'année 2018. Le choc allant de 2019 à 2030 sera fait sur la base de la baisse de 2018. La RDC étant principalement un pays exportateur, le choc s'appliquera aux prix mondiaux à l'exportation des produits miniers métalliques en nous servant de cet indice des prix des matières premières

minérales métalliques calculé par la BCC.

## **2° Hausse des investissements publics dans les différents secteurs agricoles et non agricoles :**

Nous simulerons, ensuite, un scénario de l'impact d'une hausse des investissements publics, dans les secteurs agricoles et non agricoles les plus impactés négativement, sur la productivité, la demande de travail, le taux d'emploi et le taux de salaire des femmes qualifiées et non qualifiées.

La simulation de ce choc sera faite en nous nous référant au PNSD. Afin d'atteindre l'objectif de faire de la RDC un pays à revenu émergent à l'horizon 2030, le PNUD (2015, p.6) souligne, dans sa note technique relative au plan de développement de la RDC, la nécessité d'un accroissement de l'investissement total de telle manière qu'il puisse atteindre la proportion d'environ 30%-35% du PIB. La part total des investissements étant d'environ 20% du PIB pendant la période (2013-2016) qui se rapporte à l'élaboration de la MCS et du premier PNSD, ainsi un accroissement de l'investissement total à hauteur de 35% du PIB correspondrait à une augmentation d'environ 75%. L'investissement total étant la somme des investissements publics et des investissements privés, ainsi l'application de cette recommandation relative à une augmentation de 75% de l'investissement total implique, d'une part, une augmentation des investissements publics de 75%, et d'autre part, une augmentation des investissements privés de 75%. La simulation portera donc sur un accroissement de 75% des investissements publics dans les différents secteurs agricoles et non agricoles.

Dans la partie concernant la revue de la littérature, nous avons mentionné quelques études de référence où la modélisation en équilibre général calculable est appliquée pour analyser l'impact de la baisse des prix mondiaux des matières premières ou des investissements publics sur l'économie en général ou sur certains secteurs en particulier ou encore sur certaines questions spécifiques telles que le marché de l'emploi, etc. Au vu de toutes ces considérations mentionnées dans la revue de la littérature et dans cette partie relative à la méthodologie, il apparaît évident que la modélisation en équilibre général calculable est appropriée à cette étude.

### **3.3. Besoins en données et sources (1000 à 1300 mots)**

Justifiez votre choix de « bases de données » ; vous devez démontrer qu'elles sont le mieux adaptées à la problématique que vous souhaitez traiter (notamment du point de vue de la dimension de genre) et que vous avez ou aurez accès aux données avant le démarrage du projet.

C'est une partie essentielle de la proposition. Pour de plus amples informations, veuillez consulter le « [Guide pour la conception de propositions de projets de recherche](#) » pour plus de détails.

La base des données pour une modélisation en équilibre général calculable est la Matrice de comptabilité sociale (MCS) qui donne une cartographie de l'économie à la fois au niveau global et au niveau sectoriel. Etant donné que notre étude se focalise sur la productivité et l'emploi des femmes aussi bien dans les secteurs agricoles que non agricoles, une modélisation en équilibre général calculable est appropriée dans la mesure où elle permet d'analyser l'impact respectif d'un choc et d'une politique d'accompagnement sur le marché de travail au niveau global et sectoriel à travers un large éventail des variables (Demande de travail, taux de salaire, taux d'emploi, taux de chômage, productivité du facteur travail, etc.) pouvant également être analysés de manière globale et/ou sectorielle. Une modélisation en EGC permet également d'isoler les effets séxospécifiques et de prendre ainsi en compte la dimension genre à travers la désagrégation du facteur travail dans la MCS selon le sexe (hommes et femmes).



La MCS la plus récente de la République Démocratique du Congo (RDC) est celle de 2013 et a été élaborée en 2016 par J.B. Nlemfu. Nous sommes déjà en possession de cette matrice et de la base de données de l'enquête 1-2-3 de 2013, sous-jacente, réalisée par l'Institut national de la statistique (INS) de la République Démocratique du Congo. Cette MCS de base comprend respectivement 41 comptes des secteurs et 41 comptes des produits. A part le facteur travail qui nous intéresse le plus dans notre étude et que nous allons désagréger ; l'autre facteur de production est le capital. Les agents économiques sont les ménages, les entreprises, le gouvernement et le reste du monde. On retrouve dans cette MCS six catégories de taxes, notamment la TVA déductible, les impôts sur les exportations, les impôts et droits sur les importations, les impôts sur la production nets de subventions, les impôts sur les revenus des ménages et des entreprises et les autres taxes sur les produits. Le compte d'accumulation du capital comprend l'investissement et la variation des stocks.

Nous allons adapter cette MCS de base aux spécificités de notre étude en agrégeant certains comptes et en désagrégeant d'autres. Pour prendre en compte la dimension genre, avons désagrégé le facteur travail (travailleurs qualifiés et non qualifiés) selon le sexe (Hommes qualifiés et femmes qualifiées d'une part et Hommes non qualifiés et femmes non qualifiées d'autre part). Cette désagrégation ressortira clairement la manière dont la main-d'œuvre féminine est répartie dans différents secteurs de l'économie congolaise et les secteurs les plus pourvoyeurs de main-d'œuvre féminine. Nous introduisons en outre une équation pour prendre en compte la productivité de la main-d'œuvre féminine par le rapport entre le volume de la production et le volume du facteur travail (selon le sexe, afin de permettre une comparaison de la productivité des femmes à celle des hommes).

Nous avons également désagrégé le compte des ménages selon le milieu de résidence en trois composantes (ménages ruraux, ménages urbains Kinshasa et autres ménages urbains). Nous allons agréger les comptes des secteurs et des produits qui sont respectivement au nombre de 41, afin de faciliter l'analyse et l'interprétation des résultats. Une analyse de la MCS montre qu'il existe deux catégories des produits miniers exportés par la RDC. La première catégorie comprend les minéraux métalliques, provenant du secteur Extraction minière, et constituent les produits d'extraction. Les exportations des minéraux métalliques constituent 93,7% des exportations totales et constituent l'une de principales sources des revenus de l'Etat. La deuxième catégorie comprend les minéraux non métalliques qui proviennent du secteur Fabrication des produits minéraux non métalliques et constituent les Autres produits minéraux non métalliques. Les exportations des Autres produits minéraux non métalliques constituent moins de 1% des exportations totales.

Il apparaît clairement que la RDC est dépendant des produits miniers métalliques (constituant 93,7% des exportations totales). A cet égard, le scénario de la baisse des prix mondiaux des matières premières minérales ne va porter que sur les produits miniers métalliques, dont la RDC est dépendante.

Pour simuler le choc de la baisse des cours mondiaux des matières premières minérales métalliques, nous nous servirons d'un indice des prix (comme dans Lemelin et Robichaud 2016) des matières premières minérales métalliques dont la RDC est dépendante (cuivre, cobalt, or fin, diamant, Plomb, zinc, cassitérite, coltan et wolframite). Cet indice est calculé chaque année par la BCC sur base des variations annuelles des cours mondiaux des différents minéraux et sur base de la pondération de chaque matière première minérale dans les exportations minières totales (BCC 2017, 2018). Etant donné que la MCS se rapporte à l'année 2013, nous allons retenir l'année 2013 comme année de base ou de référence. De manière générale, on peut apercevoir dans les rapports annuels 2017 et 2018 de la Banque centrale du Congo que cet indice enregistre une baisse depuis l'année 2013 (l'année de référence retenue). Le choc s'appliquera sur la variation (baisse) de cet indice pour l'année 2014), pour l'année 2015, pour l'année 2016, pour l'année 2017 et pour l'année 2018. Le choc allant de 2019 à 2030 sera fait sur la base de la baisse de 2018. La RDC étant principalement un pays exportateur, le choc s'appliquera aux prix mondiaux à l'exportation des produits miniers métalliques en nous servant de cet indice des prix des matières premières minérales métalliques calculé par la BCC.

La désagrégation du marché de travail selon le sexe ainsi que la prise en compte des variations annuelles de l'indice des prix des matières premières minérales métalliques nous permettront d'analyser à l'aide du modèle PEP 1-t, dans un premier temps, l'impact des chutes des prix mondiaux à l'exportation des produits miniers (de 2014 jusqu'en 2030 sur la productivité, la demande de travail, le taux d'emploi et le taux de salaire des femmes qualifiées et non qualifiées dans les différents secteurs agricoles et non agricoles. Ensuite, nous analyserons dans quelles mesures une hausse des investissements publics, dans les secteurs les plus impactés négativement, contribuerait à l'amélioration de la productivité, de la demande de travail, du taux d'emploi et du taux de salaire des femmes qualifiées et non qualifiées.

## SECTION IV - RENSEIGNEMENT DES POLITIQUES

*Cette section doit être complétée par les membres affiliés aux gouvernements et validée par le responsable de leur institution (voir modèle de lettre de validation)*

### 4.1. Affiliation gouvernementale

a) Indiquez l'institution gouvernementale à laquelle vous être affilié(s) et décrivez son mandat général

*N.B. Ceci n'engage pas l'institution elle-même à sanctionner, parrainer, ni prendre part au projet proposé. Le rôle de l'institution se limite à autoriser les employés identifiés à la section 2.1 (et ci-dessous) à prendre part, à titre personnel, à ce projet ainsi qu'aux activités qu'il implique.*

Nous sommes respectivement de la Direction des Etudes Macroéconomiques et Direction des secteurs sociaux au sein du Ministère du Plan.

Le Ministère du Plan a pour principale mission la planification et la programmation de la politique de développement socio-économique de la RDC. Il assure donc la mise sur pied, en collaboration avec les autres organes de l'Etat concernés (donc d'autres ministères sectoriels) ; des instruments scientifiques permettant d'appréhender la vie socio-économique du pays dans son ensemble et dans ses différents secteurs.

b) Quel est votre rôle (responsabilités) spécifique dans l'institution

Employé du gouvernement / fonctionnaire n ° 1	
<b>Nom</b>	Faustin KAMBALE LUHUNGU
<b>Titre/poste</b>	Chef de bureau en charge de la Planification en L&MT au bureau Planification
<b>Rôle/responsabilités</b>	En synthèse nous sommes responsables des activités relatives à : <ul style="list-style-type: none"><li>- Concevoir et élaborer les plans à moyen et long terme</li><li>- Evaluer les effets de ces plans</li><li>- Mettre en place les instruments d'analyse à LT des politiques et stratégies socio-économiques mises en place,</li><li>- Proposer des mesures concrètes correctives des politiques et stratégies pour prévoir des effets favorables à LT</li></ul>

Employé du gouvernement / fonctionnaire n ° 2	
Name	Zizina SHABANI ZITA MAUA
Titre/poste	Attachée d'Administration en charge des projets de développement et des logements sociaux dans la Division Habitat et Gouvernance-Bureau Habitat
Rôle/responsabilités	Planification, analyse et suivi des programmes et projets de développement des logements sociaux et ceux relatifs à la technologie de construction.

## 4.2. Contexte et besoins du politique (300 mots)

Décrivez les questions et défis spécifiques auxquels votre institution fait face, notamment en termes d'enjeux socioéconomiques (identifier la population cible), et que les résultats de l'analyse proposée devraient servir à appuyer/renseigner. À quelle étape du processus ces renseignements vont-ils intervenir : réflexion, débat, décision, formulation, mise en œuvre, évaluation, réforme, etc.)

Expliquez pourquoi les nouvelles connaissances qui résulteront de ce projet sont importantes ou utiles à l'orientation de la prise de décision, notamment **en ce qui concerne le mandat et les stratégies spécifiques de votre institution**

L'accélération de la diversification économique ainsi que l'inclusion des groupes vulnérables dont les femmes, font partie des onze défis que s'est fixé le gouvernement dans son Plan National Stratégique de Développement 2017-2021 pour l'émergence de l'économie congolaise d'ici 2030. Comme pour tout pays en développement, les contraintes en termes des ressources est une réalité aussi pour la RDC. Si par une politique donnée, comme celle sous analyse dans ce travail, deux objectifs majeurs peuvent être atteints simultanément, cela constituerait une économie des ressources lesquelles peuvent être allouées à d'autres problèmes de développement. Les résultats de cette recherche permettront ainsi à notre institution, planificateur du gouvernement, d'orienter l'action de ce dernier sur la possibilité de réaliser à la fois la diversification économique et l'inclusion des groupes vulnérables dont les femmes.

Comme venant d'une recherche scientifique, les résultats de cette étude constitueront une base importante pour le Ministère du plan, ainsi donc une référence pour toute action liée à la réglementation des activités économiques particulièrement celles informelles dans lesquelles les femmes sont activement présentes.

Que savez-vous des **options/scénarios de politiques actuellement à la portée des décideurs** – en termes de possibilités d'interventions, d'approches, etc. – en lien avec la problématique décrite ci-dessous ?

Si possible, présenter un bref historique des initiatives (et réformes, le cas échéant) de politiques mises en œuvre dans le passé, en précisant les facteurs et éléments de succès et d'échec (ex. expliquer pourquoi les problèmes subsistent, malgré ces interventions).

La réduction des inégalités, y compris les inégalités de genre, et la diversification de l'économie congolaise sont depuis un temps au cœur des politiques du gouvernement. Bien qu'un nouveau est en cours de formation, le DSCRP ainsi que le PNSD 2017-2021 sont des outils à la disposition de la nation et fruit des consultations impliquant les partenaires multilatéraux du pays, le FMI et la Banque mondiale. Ces documents restent donc des outils pour guider le futur gouvernement dans la définition de ses priorités. Nous pouvons ainsi considérer que l'insertion des groupes vulnérables dont les femmes restera une des priorités du gouvernement avenir telle que consacrée dans le PNSD.

Cependant, dans son Programme d'Action Prioritaire renforcé, le gouvernement de la RDC vise à accroître l'épargne intérieure en promouvant le revenu des ménages principalement dans le secteur agricole qui enregistre la grande part de la population active du pays. Ainsi il vise à encourager l'entrée et l'expansion de l'agriculture commerciale, mécanisée et celle dotée des techniques appropriées pour ainsi quitter l'agriculture de subsistance. A ce stade, soulignons-le ; le gouvernement est encore en phase de planification. S'alignant sur la vision du gouvernement ; ce projet se veut une première expérience en se focalisant sur l'autonomisation de la femme pour la résilience économique et le développement.

c) Selon vous, comment les nouvelles connaissances (qui seront produites avec l'analyse proposée) **devraient-ils être utilisés/assimilés** efficacement dans les processus décisionnels pertinents ? Soyez aussi précis que possible, en indiquant les décisions spécifiques qui doivent être prises ou les recommandations qui doivent être faites par votre institution.

Que savez-vous des considérations budgétaires qui devraient être prises en compte dans le cadre de ces processus décisionnels ?

Veillez également expliquer comment l'échéancier du projet d'analyse proposé correspond au **calendrier** des processus décisionnels ; ex. vos résultats seront-ils disponibles à temps pour les moments clé du calendrier politique ?

En tant qu'instance de planification et d'orientation de l'action du gouvernement, les résultats de cette recherche permettront notre institution entre autres de :

- Alerter le gouvernement sur les secteurs qui méritent une attention particulière quant à son objectif d'insertion des groupes vulnérables, dont les femmes, au vu des chocs externes subis par l'économie en raison de sa dépendance.
- Eclairer le gouvernement sur la possibilité d'atteindre à la fois son objectif de diversification économique et celui d'insertion des groupes vulnérables par des investissements ciblés.
- Faciliter l'identification des actions et mesures susceptibles d'atteindre les résultats tangibles sur la croissance, l'emploi et la réduction de la pauvreté en tenant compte de la dimension genre.

A la lumière des dates clés pour cet appel à proposition de projet de PEP, nous estimons que ces résultats nous parviendront à temps parce que le plan stratégique du gouvernement s'étend sur l'horizon 2030 avec un échéancier mi-parcours de 2021.

### 4.3. Autres parties prenantes et diffusion

Énumérez les institutions/organisations que vous considérez comme les (autres) parties prenantes, c'est-à-dire des utilisateurs potentiels des mêmes résultats de recherche, en dehors de votre institution – soit d'autres ministères et agences gouvernementales, ou alors des organisations de la société civile, des ONG, le secteur privé, etc.

<b>Nom de l'institution/organisation #1</b>	Ministère/Direction de genre et famille et enfants
<b>Énumérez les représentants clés ou les utilisateurs cibles de vos résultats</b>	
KANGI MUYA Victor, Directeur de la Direction d'Etudes et Planifications	
<b>Expliquez brièvement pourquoi et comment vous croyez que cette institution pourrait utiliser les résultats</b>	
La division des affaires sociales, en charge de l'implémentation de la politique du gouvernement en matière d'équilibre du genre, sera sans doute l'un des bénéficiaires directs des résultats de cette recherche. Elle pourra utiliser les résultats pour sa plaidoirie en termes de provision budgétaire particulièrement en appui à l'action des femmes ainsi que l'affectation de ces fonds pour une action ciblée et donc efficace.	

<b>Nom de l'institution/organisation #2</b>	Ministère du Budget
<b>Énumérez les représentants clés ou les utilisateurs cibles de vos résultats</b>	
Martin MUKUNGILWA, Chef de Division à la Direction de préparation et Suivi Budgétaire	
<b>Expliquez brièvement pourquoi et comment vous croyez que cette institution pourrait utiliser les résultats</b>	
L'élaboration des projets budgétaires, le suivi et contrôle budgétaire dès que la loi des finances adoptée, reviennent au ministère de budget. Ce ministère, est donc celui indiqué pour proposer au gouvernement les différents crédits budgétaires pour les différents secteurs de l'économie, nécessaires à lui permettre d'atteindre ses objectifs de développement économique. Les résultats de cette étude permettront donc à ce ministère d'appuyer ses projets budgétaires par des arguments scientifiquement et empiriquement fondés.	

<b>Nom de l'institution/organisation #3</b>	PNUD
<b>Énumérez les représentants clés ou les utilisateurs cibles de vos résultats</b>	
Nelly Kankolongo, Experte Nationale en Planification et Coordination de l'aide	
<b>Expliquez brièvement pourquoi et comment vous croyez que cette institution pourrait utiliser les résultats</b>	
Le PNUD est le partenaire principal du gouvernement congolais plus particulièrement en ce qui concerne la planification du développement économique du pays. L'élaboration des différents plans cités dans ce projet a connu le concours direct ou indirect du PNUD. Parmi les axes prioritaires en vue d'un développement économique de long terme en RDC, selon cette organisation, figure la diversification de l'économie congolaise. Les résultats de cette études viendront éclairer davantage cette organisation sur cette priorisation et lui permettra de recadrer efficacement sa plaidoirie en faveur de la diversification économique en RDC.	

<b>Nom de l'institution/organisation #4</b>	ONU FEMME
<b>Énumérez les représentants clés ou les utilisateurs cibles de vos résultats</b>	
- Scolastique MAHINDO, Experte en Autonomisation Economique des femmes	
<b>Expliquez brièvement pourquoi et comment vous croyez que cette institution pourrait utiliser les résultats</b>	

## les résultats

L'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes est la mission principale de cette institution, la rendant ainsi non seulement une potentielle partie prenante à ce projet mais également un bénéficiaire de ses résultats. Partenaire du Ministère du Plan, ONU FEMME se servira des résultats de cette recherche pour orienter ses ressources, mobilisées, vers des secteurs à fort potentiel en termes d'autonomisation des femmes par l'accès à l'emploi et aussi l'amélioration du rendement et donc de la rémunération mais aussi orienter les actions de ses partenaires (ONG locales) pour l'efficacité dans la lutte pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

### 4.4. Décrivez votre stratégie de dissémination

Indiquez si et comment vous comptez engager ces autres institutions (parties prenantes, énumérées à la section 4.3) pour vous assurer qu'elles:

- 1) contribuent à renseigner/orienter le projet (soit par le biais de consultations)
- 2) soient tenues informées des progrès et des résultats de l'analyse

Ces institutions non seulement informeront l'étude, mais aussi serviront de base pour la dissémination des résultats, à travers des consultations que nous comptons faire à chaque étape du projet.

- La division de genre, famille et enfants (du ministère se rapportant au genre) ainsi que le ministère de budget serviront de point focal pour le contact avec les autorités administratives et politiques dans la plaidoirie, sur le plan budgétaire, de la promotion de l'emploi des femmes face aux résultats de ce projet de recherche.

- PNUD et ONU femme serviront de point focal pour toute intervention liée à la dissémination des résultats de cette étude au sein des autres acteurs au développement pour éveiller la conscience générale en faveur des femmes et ainsi appeler l'intervention des autres partenaires au développement en la matérialisation des résultats de cette recherche.

A ce stade, nous avons déjà établis des contacts au sein de ces institutions où nous disposons déjà des points focaux. La matrice de dissémination établie dans le document Evaluation PAGE II-R3 proposals\_policy\_shortlist\_MPIA-20391\_RDC, en attache, fournit plus des détails sur l'engagement de toutes les parties prenantes ciblées pour cette étude.

## SECTION V - AUTRES CONSIDÉRATIONS

### 5.1. Décrivez tout problème ou risque éthique, social, sexuel ou environnemental en relation avec le projet de recherche que vous proposez, sur lequel il faudrait attirer l'attention

Insérer votre texte ici

### 5.2. Références et plagiat :

Les candidats doivent faire très attention à éviter toute apparence de plagiat. Tout texte de cinq mots consécutifs ou plus emprunté à une autre source doit être soigneusement placé

entre guillemets, avec une référence à la source (y compris le numéro de page) immédiatement après la citation. Il est essentiel que nous puissions distinguer ce que vous avez écrit de ce que vous avez emprunté ailleurs.

Notez également que la reproduction d'extraits volumineux (tels que plusieurs paragraphes) à partir d'autres textes n'est pas une bonne pratique et est généralement considérée comme inacceptable. Pour une description plus complète du plagiat, veuillez référer notamment au site Web suivant :

- <http://writing.yalecollege.yale.edu/advice-students/using-sources/understanding-and-avoiding-plagiarism>

Le PEP utilisera un logiciel pour détecter les incidences de plagiat.